

Les économies européennes dépendent des ressources naturelles, comme les matières premières (métaux, minéraux, combustibles), les biens écosystémiques (bois, eau, sols fertiles, biomasse, air non pollué) et les services écosystémiques (captage et stockage du carbone, purification de l'eau, filtrage de l'air). Qu'elles servent à fabriquer des produits ou à absorber les émissions (sol, air et eau), ces ressources sont indispensables à la bonne marche de l'économie et à notre qualité de vie.

La crise alimentaire et pétrolière de 2007 et les menaces croissantes dues au changement climatique ont mis à jour les tensions existant entre un système économique mondial en continuelle expansion d'une part, et l'exploitation de ressources limitées et la surexploitation des écosystèmes d'autre part. Il est devenu évident qu'il n'est ni réaliste ni souhaitable de poursuivre dans cette voie. Se contenter de stimuler la consommation pour relancer la croissance serait inefficace sur le long terme et risquerait de saper la compétitivité internationale de l'Europe.

Il apparaît de plus en plus que les ressources sont limitées ou qu'elles se dégradent. Selon le rapport d'[évaluation des écosystèmes pour le Millénaire](#) paru en 2005, plus de 60 % des écosystèmes mondiaux sont dégradés, et cette tendance se poursuit. En 2050, la Terre devrait compter 9 milliards d'êtres humains bénéficiant d'un niveau de richesse et de consommation plus élevé. Il en résultera une ponction plus forte des ressources et une plus grande volatilité des marchés, ce qui risque de menacer la sécurité de l'approvisionnement.

Les obstacles à l'utilisation efficace des ressources

L'économie européenne doit utiliser les ressources de la manière la plus efficace possible afin de s'adapter à leur raréfaction. Cette transition est considérablement ralentie par des facteurs qui ne sont pas toujours pleinement pris en compte par la politique actuelle:

- bien que les émissions de CO₂ aient désormais un coût, notre système économique continue de ne pas tenir suffisamment compte des dommages dus à l'exploitation inefficace des ressources, notamment des coûts sociaux et environnementaux engendrés sur le long terme;
- les décisions prises par les particuliers et les entreprises tendent à privilégier les considérations à court terme, ce qui entraîne un sous-investissement dans l'innovation et la réforme de l'économie et des politiques;
- nous sommes souvent prisonniers des infrastructures, de nos modes de comportement, de nos politiques et de nos modèles économiques, qui tendent à être guidés par le profit à court terme, ce qui rend les changements structurels plus difficiles. Nous sommes lents à changer de technologies et à modifier notre façon de faire;
- l'incohérence des politiques affaiblit la force et la clarté des signaux envoyés par le marché aux investisseurs privés;
- nos instruments politiques sont peu à même d'influer sur les normes de produits et de production applicables en dehors de l'UE.

Pour que l'Europe utilise efficacement les ressources, il faut que les consommateurs et les producteurs modifient leurs modes de comportement et que les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie et des transports soient réformés en faisant appel à des solutions novatrices. L'UE s'est progressivement adaptée en tirant parti des enjeux en présence. De nouveaux créneaux ont ainsi été créés dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, des énergies renouvelables et du recyclage des déchets, ce qui a eu pour effet de stimuler l'emploi et de renforcer la croissance économique.

Évoluer pour atteindre l'objectif fixé

L'initiative phare de la stratégie Europe 2020 intitulée «[Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources](#)» s'appuie sur le développement durable. Cette initiative vise à soutenir le passage à une économie faiblement émettrice de carbone, qui exploite au mieux les ressources naturelles tout au long de leur cycle de vie, avec un maximum de rendement économique et un minimum d'incidences sur l'environnement. Son but est non seulement de découpler la croissance économique de l'utilisation des ressources, mais aussi de définir et d'ouvrir de nouvelles perspectives de croissance et de renforcer la compétitivité de l'Union, tout en respectant les contraintes en matière d'émissions de carbone, de ressources et de budget.

Cette initiative appelle une **action urgente et cohérente dans un grand nombre de domaines politiques**. Adoptée le 26 janvier 2011, la communication intitulée «[Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources](#)» pose le cadre général des futures initiatives de la Commission dans ce domaine. La **feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources** en est un des piliers essentiels. Elle vise à :

- améliorer l'efficacité des ressources et découpler la croissance de l'utilisation des ressources d'ici à 2020;
- réduire les incidences de l'utilisation des ressources sur d'autres ressources, en se préoccupant davantage des interactions;
- gérer les ressources renouvelables (dont les écosystèmes) de manière à maximiser les services qui en sont retirés, tout en restant dans les limites permettant de garantir des conditions de survie stables;
- stimuler l'innovation afin d'aboutir à des changements structurels et de créer les conditions d'une économie utilisant efficacement les ressources.

Se projetant à l'horizon 2050, la feuille de route examinera les objectifs fixés pour 2020 et au-delà en matière d'utilisation efficace des ressources, ainsi que les moyens de les réaliser. Des domaines transversaux, qui s'appliquent à toutes les ressources, seront tout d'abord abordés, comme la consommation, les instruments économiques – dont la fiscalité – et l'innovation. Les ressources essentielles comme l'approvisionnement et l'utilisation durables des matières premières, de l'eau, des denrées alimentaires, et l'exploitation des sols, seront également examinées en tenant compte du cycle de vie et de la chaîne de valeur.

Une base de connaissances, des indicateurs opérationnels et des méthodes de mesure devront être élaborés pour étayer ces travaux. La mise en place du cadre politique demandera une large participation et une gouvernance efficace au titre de la stratégie Europe 2020, ainsi que le soutien massif d'une série d'acteurs, parmi lesquels les secteurs économiques innovants.

Cet ambitieux programme fait écho aux importants travaux réalisés dans la même optique par les États membres et des organisations internationales, par exemple les travaux de l'OCDE sur la croissance verte, la «nouvelle donne écologique» du PNUE et de la Banque asiatique de développement, ou ceux du Groupe international sur la gestion durable des ressources.

La présente consultation se déroulera parallèlement à une autre consultation portant sur une stratégie et un plan d'action pour une bioéconomie durable à l'horizon 2020. Celle-ci examine notamment les aspects liés à l'efficacité de l'utilisation des ressources dans les secteurs bioéconomiques, comme la contribution aux enjeux sociétaux, le potentiel d'innovation et l'importance des liens transsectoriels. Cliquer sur le lien suivant pour accéder à la consultation sur la bioéconomie

http://ec.europa.eu/research/consultations/bioeconomy/consultation_en.htm